

## EVALUATION SUR CINQ ANS DE L'ONUSIDA

### Groupe de supervision de l'évaluation (GSE)

Adresse: Bureaux V212&V214  
c/o ONUSIDA  
20 avenue Appia  
CH-1211 Genève 27  
Suisse  
Téléphone: (+41) 22 791 4671/4555  
Fax: (+41) 22 791 4768  
Courriel: <mst@unaids.org

### CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME (CCP) 30 mai - 1<sup>er</sup> juin 2001

#### ***Rapport d'activité du président du Groupe de supervision de l'évaluation (GSE) (23 avril 2001)***

1. La réunion extraordinaire du CCP, le 27 octobre 2000, a approuvé le mandat pour l'Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA ainsi que la méthode de sélection du président et des membres du GSE. Un petit Comité de recherche, présidé par le Président du Groupe de référence pour le suivi et l'évaluation (MERG) a présenté au Président du CCP une liste de candidats fondée sur les critères adoptés. Le Président du CCP, en consultation avec son prédécesseur immédiat et le Vice-président en exercice et compte tenu de l'avis du Président du MERG, a pris la décision définitive.
2. Le CCP a également encouragé le GSE à prendre les mesures nécessaires pour garantir la mise en place des mécanismes appropriés pour la gestion de l'évaluation, en s'appuyant sur l'expertise et l'expérience des organismes, bureaux et services d'évaluation du monde entier; en s'appuyant sur l'expertise en matière de guidage et de gestion de diverses évaluations indépendantes d'organisations et de programmes internationaux, dont disposent les services d'évaluation des gouvernements bénéficiaires et donateurs ainsi que les bureaux d'évaluation des Coparrainants; en sollicitant l'apport des parties prenantes aux stades clés de l'évaluation.
3. A sa 10<sup>ème</sup> réunion à Rio de Janeiro les 14 et 15 décembre 2000, le CCP a pris note de la composition du GSE comme suit:

Euclides Castilho, Brésil (Président)  
Andrew Ananie Arkutu, Ghana  
Anita Hardon, Pays-Bas  
Princeton Lyman, Etats-Unis d'Amérique  
V. Ramalingaswami, Inde  
Torild Skard, Norvège  
Konglai Zhang, Chine

Le GSE s'est réuni les 30 et 31 janvier 2001. Mme Torild Skard a été élue vice-présidente. Conformément au document de Mandat (UNAIDS/PCB(10)/00.4), le GSE a examiné son mandat, défini les rôles, les responsabilités et le choix des membres de l'Equipe d'appui administratif et fixé les critères relatifs à l'Equipe d'évaluation.

4. Lors de sa réunion de janvier, le GSE a examiné le mandat pour l'évaluation, afin de faire le point sur les principaux problèmes et questions liés à l'évaluation et de clarifier les difficultés et approches méthodologiques. Le document de mandat prévoit une évaluation détaillée et complexe, y compris les facteurs à prendre en considération pour la piloter. Le GSE estime que l'évaluation devrait se concentrer sur 'le plus' que représente l'ONUSIDA pour les Coparrainants et les programmes nationaux de lutte contre le VIH/SIDA. Le but n'est pas d'évaluer les programmes des pays ou des coparrainants en soi. Au niveau mondial, les questions relatives à la direction et à la mobilisation des ressources sont essentielles. L'évaluation de l'efficacité de l'ONUSIDA à l'échelon pays présente des difficultés méthodologiques particulières. Les études au sein des pays sont très importantes et le GSE a noté qu'il fallait des ressources et une préparation suffisantes pour assurer une analyse détaillée et

utile. Le GSE a en outre fermement approuvé le caractère transparent et constructif, stratégique, participatif et tourné vers l'avenir de l'évaluation.

5. La discussion du GSE a été enregistrée dans le document intitulé "Evaluation Mandate: Summary of Discussion of Issues", qui a été diffusé sous forme d'une note à l'Annexe III du document de Mandat dans la Demande de Proposition (RFP) faite aux soumissionnaires éventuels. Des exemplaires de ce document sont disponibles et le GSE apprécierait les observations des parties prenantes. Des discussions supplémentaires auront lieu sur la portée et le poids de l'évaluation lors des consultations avec les parties intéressées à propos du rapport de début d'activité.

6. A sa réunion de janvier, le GSE a convenu que la portée et la complexité de l'évaluation exigeant une participation importante des parties prenantes étaient trop ambitieuses compte tenu des délais envisagés dans le Mandat. Il a examiné trois modifications possibles: une réduction de la portée de l'évaluation, une adaptation de la méthodologie, ou une prolongation des délais. Les deux premières options influeraient surtout sur les études au sein des pays, avec pour effet un déséquilibre et une certaine superficialité dans l'évaluation. Le GSE a estimé que la meilleure méthode consisterait à exécuter l'évaluation dans sa totalité, conformément au mandat et de prolonger de quelques mois les délais. Ainsi un rapport intérimaire plutôt que final serait présenté à la réunion de mai/juin 2002 du CCP, le rapport définitif étant disponible pour la réunion thématique du CCP en décembre 2002.

7. Dès la conclusion de la réunion du GSE, son président a écrit au Président du CCP, afin de lui faire part des conclusions de la réunion et de lui demander son accord pour la prolongation des délais de l'évaluation, en notant que cette modification pourrait avoir un impact sur le budget de l'évaluation. Le calendrier modifié prévoit l'engagement de l'équipe d'évaluation d'ici à début mai 2001, le projet de rapport de début d'activité prêt à être diffusé auprès des parties prenantes à la fin juin, un éventuel atelier des parties prenantes à la mi-juillet et la finalisation du rapport de début d'activité par le GSE à la fin juillet. La phase d'étude aurait lieu entre août 2001 et mai 2002, avec un rapport intérimaire lors de la réunion de mai/juin 2002 du CCP. Des consultations avec les parties prenantes auront lieu en juillet 2002 pour préparer un projet de rapport de synthèse. Le Rapport final sera présenté au Président du CCP en novembre pour être examiné au cours de la réunion thématique du CCP en décembre 2002.

8. Le président du GSE a également fait part aux chefs des institutions coparrainantes des résultats de la première réunion du GSE et s'est engagé au nom du GSE à examiner les problèmes de manière constructive et franche avec les coparrainants pour garantir un processus efficace amenant à une interprétation commune des problèmes et à une volonté résolue à aller de l'avant.

9. Le vice-président du GSE (Mme Skard), dans le cadre de ses responsabilités particulières qui sont d'assurer des liens étroits avec les Unités d'évaluation des Coparrainants, les a rencontrées le 4 avril à Genève. Cette réunion a été l'occasion d'établir un premier dialogue avec les Unités d'évaluation. Les questions d'évaluation et la méthodologie y ont été abordées, sur la base notamment du document du GSE intitulé "Summary of Discussion of Issues". La réunion a également examiné comment l'évaluation pourrait au mieux profiter des connaissances et de l'expérience des coparrainants. En outre, des sujets de coopération spécifiques ont été convenus. Les responsables des Unités d'évaluation des coparrainants apporteront d'autres observations concernant le document du GSE "Evaluation Mandate: Summary of Discussion of Issues" avant le briefing de l'Equipe d'évaluation. Un résumé de la réunion du GSE avec les Coparrainants ainsi que le Bulletin No. 2 du Président du GSE peuvent être consultés sur le site web de l'ONUSIDA à la rubrique Evaluation sur cinq ans (en anglais).

10. Au cours de la réunion du CCP à Rio de Janeiro en décembre 2000, le Président du CCP a invité les délégations à manifester leur intérêt à soutenir le processus d'évaluation et en particulier l'Equipe d'appui administratif. Les Gouvernements du Canada et du Royaume-Uni ont répondu en offrant les ressources initiales nécessaires à la préparation de la première réunion et ont proposé des candidats à l'Equipe d'appui administratif. Cette Equipe est composée d'un Chef d'Equipe financé par le Canada et, initialement, de deux experts en santé et évaluation à temps partiel financés par le Royaume-Uni. L'expert en évaluation du Royaume-Uni a été remplacé, pour une courte période, par un expert en évaluation du Ministère norvégien des Affaires étrangères chargé de contribuer au processus d'évaluation des offres. Le recrutement à l'intention de l'Equipe d'appui administratif, d'un nouvel expert en évaluation pour la période restante est à l'examen. Le Gouvernement du Brésil a

fourni un assistant au président du GSE à Sao Paulo. Enfin, le Secrétariat de l'ONUSIDA a fourni un assistant administratif à temps complet, ainsi que des bureaux, du matériel et autres appuis administratifs.

11. Un nouveau site portant sur l'Evaluation sur cinq ans a été créé sur le site web de l'ONUSIDA. Il comporte des documents clés relatifs à l'Evaluation, ainsi que les rapports d'activité du Président du GSE. Le GSE a également utilisé les listes d'adresse des principales parties prenantes de l'ONUSIDA pour distribuer des informations sur l'évaluation. L'utilisation des sites web, du courriel, des groupes de discussion et des espaces de travail électroniques interactifs sera examinée avec l'équipe d'évaluation au cours de la première phase d'activité, afin de trouver des moyens efficaces de communication et de participation rassemblant le plus grand nombre de parties prenantes possibles.

12. L'équipe d'évaluation est choisie par appel à candidature ouvert au niveau international. Le Bureau des services d'appui aux projets (BSP) des Nations Unies a été engagé par l'ONUSIDA au nom de l'équipe d'appui administratif du GSE pour garantir transparence, indépendance et objectivité au processus de sélection. Ce bureau fournit des avis et des services concernant les aspects juridiques et administratifs des méthodes d'appel à candidature ouvert au niveau international et gèrera le contrat de l'équipe d'évaluation afin d'éviter tout conflit d'intérêt avec le Secrétariat de l'ONUSIDA. L'Equipe d'appui administratif du GSE continuera d'assumer la pleine responsabilité de la gestion des aspects techniques de l'évaluation.

13. Le 7 février, le Président du GSE a publié une Demande d'Expression d'intérêt afin d'identifier les soumissionnaires compétents pour l'évaluation. Cette lettre a été distribuée aux destinataires des listes d'adresses des principales parties prenantes de l'ONUSIDA, afin d'obtenir une large répartition géographique et sectorielle. Ces listes comportent quelque 1100 noms (dont certains se répètent). Les destinataires ont été priés de faire suivre la lettre aux candidats éventuels. Etant donné le caractère complexe et multidimensionnel de l'évaluation, la lettre a noté que les groupements comme les compagnies individuelles seraient les bienvenus. Initialement, on attendait une liste de 8 à 10 soumissionnaires, mais 14 candidats compétents ayant répondu à la demande d'expression d'intérêt, des RFP ont été envoyées à tous. Les soumissionnaires compétents représentent 28 firmes/institutions de 12 pays sur tous les continents à l'exception de l'Afrique. Toutefois, conformément aux critères de sélection, les candidats éventuels ont indiqué leur capacité à utiliser des ressources dans les pays pauvres disposant de programmes de lutte contre le VIH/SIDA, y compris en Afrique.

14. Les RFP ont été distribuées le 6 mars avec la date butoir du 2 avril. D'ici à cette date, neuf demandes avaient été renvoyées et toutes étaient conformes aux "critères formels", c.-à-d. remises à temps, les propositions techniques et financières dans des enveloppes dûment scellées, sans conflit d'intérêt dans le personnel proposé. Un groupe composé d'un spécialiste des achats et des marchés du BSP (président), du chef de l'équipe d'appui administratif et du spécialiste en santé de cette équipe, ainsi que d'un spécialiste en évaluation prêté par le Gouvernement de la Norvège a procédé à un premier examen des propositions. Le processus de sélection est fondé sur des critères d'évaluation détaillés tirés du document de Mandat, y compris ses annexes, la RFP et la Demande d'expression d'intérêt. Le GSE se réunira à Genève les 24 et 25 avril, notamment par téléconférence, pour examiner le rapport du groupe d'évaluation et recommander le soumissionnaire choisi. Le comité d'examen et d'évaluation des achats du BSP se réunira à New York à la même période afin de contrôler que les procédures ont été conformes aux normes des appels à candidature en vigueur aux Nations Unies. A la suite de ces discussions, le président du GSE confirmera le soumissionnaire choisi. Les négociations relatives au contrat et l'annonce du candidat choisi sont prévues au début de mai.

15. Le GSE prévoit le briefing de l'équipe d'évaluation à mi-mai. Un projet de rapport de début d'activité est attendu de la part de l'équipe vers la fin juin pour consultations avec les parties prenantes. Plusieurs options de consultations avec les parties prenantes sont à l'étude et seront examinées avec l'équipe d'évaluation, notamment les sites web, les briefings et un éventuel atelier des parties prenantes à Genève à la mi-juillet.

16. Un rapport verbal sera présenté à la réunion du CCP en mai/juin 2001, afin d'actualiser les informations présentées dans cette note et de donner d'autres détails concernant la date et le calendrier du Rapport de début d'activité et les consultations avec les parties prenantes.